



Les violences urbaines depuis le 27 octobre 2005.

Depuis le 27 octobre 2005, la police nationale a dû faire face avec courage et professionnalisme à des faits de violences urbaines sans précédent.

Chaque nuit, dans les rues, sur les places, parmi les tours et les barres, les fauteurs de troubles se livraient à des incendies, des vols et du harcèlement des forces de l'ordre.

Le bilan aurait pu être plus lourd sans le fort engagement et la ferme détermination des policiers.

Ceux-ci, appliquant une nouvelle tactique opérationnelle, ont pu interpellé en grand nombre. Le souci mis à étayer les procédures a conduit à de nombreux déferements.

L'information remontait, en temps réel, jusqu'au centre opérationnel de Beauvau (COB), permettant la connaissance des faits et des situations, la prise de décisions et la gestion de la communication.

Au matin, la nuit était analysée dans le détail par le directeur général, les membres de son cabinet concernés et les directeurs centraux. Un nouveau dispositif était mis en place pour le soir à venir, décliné ensuite dans les services territoriaux.

Chaque jour à 9h00, le directeur général tenait une conférence de presse dont les éléments de langage étaient préparés à partir de l'analyse effectuée.

Cet épisode de violences urbaines aura duré du 27 octobre au 17 novembre 2005.

Plus de 9.000 véhicules ont été brûlés et 96 bâtiments publics détruits.

Au plus fort des événements, près de 12.000 policiers et gendarmes ont été engagés journalièrement.

Ils ont procédé à près de 3.000 interpellations. 80 % des interpellés étaient déjà défavorablement connus des services de police, dont de nombreux multi-réitérants. Les condamnations ont suivi, souvent sévères : 640 écrous ont été prononcés par la justice, dont 113 à l'égard de mineurs. Quelque 8 % des interpellés étaient des étrangers, en situation régulière ou irrégulière.

Des centaines de grenades ont été lancées dont plus de la moitié au cours des toutes premières nuits (l'application de la nouvelle tactique en exige une moindre utilisation).

Le succès obtenu par les forces de l'ordre ne doit pas faire oublier les 125 policiers qui ont été blessés.

Dix l'ont été à Grigny (91) le 6 novembre par des tirs d'armes à grenailles. Un a été brûlé au 2^{ème} degré au visage par l'explosion d'un cocktail Molotov dans la soirée du 11 à Saint-Quentin (02). Le 12 à La Courneuve (93), une boule de pétanque en a atteint un à la tête.

* * *

L'affaire des violences illégitimes commises à La Courneuve a été gérée avec célérité, tant dans l'administration de la procédure que dans la communication aux médias. L'image de l'institution en a été moins entachée, et la plus grande justice a été recherchée par la direction générale dans l'application des premières sanctions aux acteurs.

* * *

Si le calme est revenu, des leçons sont à tirer.

Dès cette semaine, les directions vont analyser le travail fourni au cours de cette période et ses résultats. Les directeurs se retrouveront, avec le directeur général, au sein du bureau national de lutte contre les violences urbaines.

Le ministre recevra les préfets au début de la semaine suivante.